



**RICHIE**

## **RICHIE EUROPA NEWSLETTER**

Newsletter d'information sur l'Histoire de la  
Construction Européenne

Numéro 6, avril 2008

# **RICHIE EUROPA NEWSLETTER**

**Numéro 6, avril 2008**

*Richie Europa Newsletter* est une newsletter destinée à diffuser des informations sur tous les aspects de la construction européenne; elle se fait l'écho des activités de l'association Richie (Réseau International de jeunes Chercheurs en Histoire de l'Intégration Européenne), qui vise à faciliter les contacts entre jeunes chercheurs européens (<http://www.europe-richie.org/>). *REN* propose des rubriques récurrentes telles que :

- «Opinion» : des articles proposant de nouveaux champs de recherches, des billets d'humeur, des réflexions historiographiques.
- «Archives» : l'actualité des archives de l'histoire de la construction européenne (nouveaux fonds ouverts au public, présentation de fonds d'archives, de centre de recherche).
- «Work in Progress» : cette rubrique présente des travaux de recherche en cours ou récemment achevés. Vous pouvez nous adresser un résumé de votre travail (avec la mention du directeur de recherche et de l'université de rattachement).
- «Reviews» : offre des compte-rendus de lecture sur des ouvrages récents portant sur la construction européenne (les auteurs étant évidemment seuls responsables des opinions exprimés dans ces articles).

Toutes les contributions sont les bienvenues. Les articles sont rédigés indifféremment en français et en anglais. Adressez vos contributions à Christophe Le Dréau, qui coordonne cette lettre ([ledreauchristophe@yahoo.fr](mailto:ledreauchristophe@yahoo.fr)).

## **APPELS À COMMUNICATIONS**

- «Quatrième colloque Richie (décembre 2008) : appel à communications» ..... p. 3
- "Fourth Richie Conference (December 2008) : Call for Papers" ..... p. 4
- «L'âme européenne»/"The European Soul" (juin 2008) ..... p. 6

## **COMPTE-RENDUS**

- «Troisième colloque Richie, Naples, 14–15 décembre 2007» ..... p. 7  
(Houda Ben Hamouda – université Paris 1–Panthéon Sorbonne)
- «La question de l'euro-scepticisme», université de Poitiers, 14 décembre 2007 ..... p. 10  
(Émilie Robin Hivert – Université Paris IV–Sorbonne)

## **POUR UNE HISTOIRE DE L'EURO-SCEPTICISME**

- «Le Comité Francilien pour la Défense du Franc» ..... p. 12  
(Christophe Le Dréau – IEP de Paris/Université de Versailles–Saint-Quentin)

**Qu'est-ce que Richie :**

L'association RICHIE (Réseau International de jeunes Chercheurs en Histoire de l'Intégration Européenne) vise à **faciliter les contacts entre jeunes chercheurs** pour participer au comblement de cette lacune. Pour cela, elle développe des activités variées : site Web, liste de diffusion électronique, annuaire en ligne, lettre d'information, événements scientifiques ponctuels, grand colloque annuel.

Contact : [contact@europe-richie.org](mailto:contact@europe-richie.org)

Informations : <http://www.europe-richie.org/>

**Ont contribué à ce numéro :**

Houda Ben Hamouda, université Paris 1–Panthéon Sorbonne ([houdabh31@yahoo.fr](mailto:houdabh31@yahoo.fr))

Christophe Le Dréau, IEP de Paris ([ledreauchristophe@yahoo.fr](mailto:ledreauchristophe@yahoo.fr))

Émilie Robin Hivert, université Paris IV-Sorbonne ([emilia.robin@free.fr](mailto:emilia.robin@free.fr))

**Richie Europa Newsletter :**

Rédacteur en chef : Christophe Le Dréau ([ledreauchristophe@yahoo.fr](mailto:ledreauchristophe@yahoo.fr)).

Coordination et mise en page : Émilie Robin Hivert ([emilia.robin@free.fr](mailto:emilia.robin@free.fr))

Dépôt légal en cours

## Appels à communication

---

### | Quatrième colloque Richie : appel à communications

Quatrième colloque international RICHIE – 2008  
«Cultures nationales et identité communautaire»  
11, 12 et 13 décembre 2008  
Date limite de réponse : 31 mai 2008

Arrivée à sa quatrième année d'activité, l'association RICHIE est heureuse de présenter l'appel à communication pour son colloque annuel qui aura lieu en France, à l'université de Cergy-Pontoise, dans la région parisienne. Le thème retenu est celui des cultures nationales et des identités communautaires.

L'identité européenne n'a que rarement été abordée en fonction d'une grille de lecture liée à l'émergence d'un espace public européen, et d'une expérience de vivre ensemble qui peut aboutir à la naissance d'une citoyenneté européenne ressentie. Nous pouvons développer cette clef de lecture essentielle à la compréhension des identités européennes aujourd'hui. Dans le cadre de ce colloque, nous entendons par identité communautaire un corpus de valeurs partagées par les citoyens des communautés européennes – puis de l'Union européenne – qui dégage des représentations et des images concrètes de ces valeurs partagées.

Il s'agit également d'étudier le sentiment d'adhésion au processus d'unité réalisé par les communautés européennes. Il convient en effet de s'interroger sur la réalité et la nature de l'identité qu'a pu engendrer la construction européenne depuis cinquante ans : dans quelle mesure peut-on parler d'une identité communautaire qui s'imposerait plus ou moins consciemment aux citoyens de l'Union européenne ? L'identité européenne est-elle en opposition ou se surimpose-t-elle aux cultures nationales ? L'identité communautaire est-elle nécessaire à la réussite du projet européen ?

Quatre axes principaux peuvent être envisagés :

1. La nature de l'identité communautaire : est-elle plutôt politique, économique, sociale, ou culturelle ? Est-ce un processus volontaire ou un processus subi ?
2. Le rôle des institutions européennes dans la formation d'une identité communautaire (politiques communes, mobilité des étudiants, «journée de l'Europe», etc.) ;
3. Le rôle des autres acteurs (manuels scolaires, médias, partis politiques, campagnes pour les élections européennes, militantisme européen, etc.) ;
4. Les vecteurs et les symboles de l'identité communautaire (l'euro, le passeport européen, le drapeau européen, les pères fondateurs, etc.).

La question de l'identité et de la conscience européennes a souvent été abordée par les historiens sous l'angle de la civilisation et de l'héritage historique et culturel commun. Des travaux ont été lancés dès 1993, par l'Institut Pierre Renouvin (Université Paris 1) et le réseau d'historiens européens «les chemins et les temps de l'Europe», associés au groupe de liaison des Professeurs d'histoire contemporaine auprès de la Commission européenne (un colloque a été organisé à Salamanca en 1997, un autre à Paris en 1999) ; depuis, des recherches multiples se sont développées autour de cette trame de fond. Le colloque Richie IV propose de continuer ces recherches, tout en insistant sur le thème de l'espace public européen.

## RICHIE EUROPA NEWSLETTER

Ce colloque sera organisé par l'association RICHIE, en coopération avec l'université de Cergy-Pontoise (CICC – Civilisations et identités culturelles comparées des sociétés européennes et occidentales) et avec le soutien de l'UMR IRICE (Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe).

### Modalités de candidature

La conférence s'adresse aux doctorants et aux jeunes chercheurs. Les candidats doivent présenter une proposition de communication en 500 mots, une présentation personnelle en 200 mots, ainsi qu'un résumé de la thèse de doctorat ou du projet de recherche principal en 200 mots. Seules les propositions contenant ces trois éléments seront prises en considération.

Les textes peuvent être rédigés en anglais ou en français et ils doivent parvenir par courrier électronique (format Word, RTF ou PDF) au plus tard le 31 mai 2008 aux adresses suivantes : [j.raflik@free.fr](mailto:j.raflik@free.fr) et/ou [marloes.beers@wanadoo.fr](mailto:marloes.beers@wanadoo.fr). Les propositions seront étudiées par un conseil scientifique composé de Professeurs issus de diverses universités européennes :

- Gérard Bossuat (Université de Cergy-Pontoise)
- Robert Frank (Université Paris 1–Panthéon-Sorbonne)
- Éric Bussière (Université Paris IV-Sorbonne)
- Antonio Varsori (Université de Padoue)
- Piero Craveri (Université Suor Orsola Benincas de Naples)
- Piers Ludlow (London School of Economics)
- Étienne François (Freie Universität Berlin)
- Ine Megens (Université de Groningen)
- Kiran Patel (Institut universitaire européen de Florence)

Les réponses aux propositions de communication vous seront adressées avant le 20 septembre 2008.

Les langues de travail seront le français et l'anglais. Les propositions issues d'autres disciplines que l'histoire seront les bienvenues (géographie, sociologie, civilisation, sciences politiques, sémiologie...). Les actes du colloque seront publiés. Le logement sur place est assuré par l'organisation, et une aide sera apportée pour le financement du transport aux chercheurs qui ne disposent pas d'autres moyens de financement (dans la limite du budget des organisateurs).

## | Fourth Richie Conference : Call for Papers

**Fourth international conference RICHIE-2008**  
**“National cultures and European common identity”**  
**11-13 December 2008**  
**Deadline for application : May 31th, 2008**

Now in its fourth year, the Richie association is happy to present the call for papers for its annual conference which will take place in France, hosted by the university of Cergy-Pontoise near Paris. The conference will focus on national cultures and common European identity.

Common identity in the European Communities and the European Union has been the subject of academic research from diverse perspectives. In this conference emphasis is put on the relation of a European public space to a greater sense of common identity. This research could shed

light on the current European common identity. For the purpose of the conference, we will refer to this identity as the totality of values shared by the citizens of the member states in the European communities (later the European Union), often represented in concrete images. It is related to the topic of the sense of being part of the process of unification. Central to this conference are questions about the reality and nature of the identity which the European unification process has brought about. To what extent can we speak of a common identity which imposes itself more or less purposely on the citizens of the European communities (European Union)? Does the European identity oppose itself to or is it superimposed to the national cultures? Is the common identity necessary to the success of the European project?

We invite papers on the following topics :

1. The nature of European common identity. Does it mainly have a political, economic, social or cultural character? Can it be conceived as the outcome of a voluntary or of an imposed process?
2. The role played by the European institutions in the formation of a common identity. What policies did the European institutions pursue (e.g. student mobility, Europe day on May 9th)?
3. The role of other actors and other factors. Besides the European institutions, other actors contributed to the emergence and the content of a common identity (e.g. media, political parties, supporter of the European integration process). Other factors might also be considered (e.g. European electoral campaigns or schoolbooks).
4. The symbols of the common identity : the Euro, European passport, the European flag or the notion of the founding fathers.

The topic of identity and European conscience has often been approached by historians from the angle of civilization, historical heritage and shared culture. Since 1993, the Pierre Renouvin institute (University Paris 1), the network of European historians «les chemins et les temps de l'Europe» and the «Groupe de liaison des professeurs d'histoire contemporaine auprès de la Commission européenne» have developed several research tracks (with conferences organised in Salamanca, 1997 and Paris, 1999). This conference intends to follow in the footsteps in this line of research while focusing on the theme of the European public space.

This conference is organised in cooperation with the university of Cergy-Pontoise (CICC – Civilisations et identités culturelles comparées des sociétés européennes et occidentales) and is supported by the UMR IRICE (Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe).

### **For further information**

PhD students and young scholars in the field of history, as well as geography, sociology, political sciences, semiology, are invited to send proposals. These should include an abstract of around 500 words, a short bio of 200 words and a summary of their doctoral thesis or their main research subject in 200 words. Only applications including these three elements will be taken into consideration. They can be written either in English or French and must be sent by email (Word, RTF or PDF format) to [j.raflik@free.fr](mailto:j.raflik@free.fr) or/and [marloes.beers@wanadoo.fr](mailto:marloes.beers@wanadoo.fr).

The deadline for application is May 31, 2008. The proposals will be studied and selected by a scientific board including professors of several European universities :

- Gérard Bossuat (University de Cergy-Pontoise)
- Robert Frank (University Paris 1–Panthéon Sorbonne)
- Éric Bussière (University Paris IV-Sorbonne)
- Antonio Varsori (University de Padoue)
- Piero Craveri (University Suor Orsola Benincas, Naples)

## RICHIE EUROPA NEWSLETTER

- Piers Ludlow (London School of Economics)
- Étienne François (Freie Universität Berlin)
- Ine Megens (University de Groningen)
- Kiran Patel (Institut universitaire européen de Florence)

Selected candidates will be contacted before September 20. After the conference the papers will be published.

Accommodation costs will be covered by the organization. Transport costs will be covered as well for students who do not have enough funds to cover these costs (as far as within our financial capacities).

### ■ *Richie Europa Newsletter*, n° 7

#### «L'âme européenne»

Le prochain numéro de *Richie Europa Newsletter* comprendra un dossier consacré aux réflexions sur l'«âme européenne» et la recherche d'une identité commune européenne. Tamara Ehs, qui poursuit des recherches sur ce sujet à l'université de Vienne (Autriche)<sup>1</sup>, fera une introduction méthodologique et bibliographique sur ce thème. Une série de brèves présentations de travaux en cours suivra. Le but est d'avoir le panorama le plus large possible des thèses en cours ou récemment terminées.

Si vous souhaitez présenter vos travaux (en français, en anglais ou en allemand), envoyez avant le 1<sup>er</sup> juin un courrier électronique à Tamara Ehs ([tamara.ehs@univie.ac.at](mailto:tamara.ehs@univie.ac.at)) et à Émilie Robin Hivert ([emilia.robin@free.fr](mailto:emilia.robin@free.fr)), au format DOC ou RTF (3000 signes maximum).

#### «The European Soul»

We are planning for next June a special issue of this *Richie Europa Newsletter*. It will focus on the idea of an «European soul» and the search for a common European identity. As an opening article, Tamara Ehs (university of Vienna, Austria)<sup>2</sup> will offer a methodological and bibliographical introduction to the theme. After this, we expect to offer a survey of the current research on that topic (PhD in progress or recently completed).

If you wish to present your research (in French, in English or in German), please send an e-mail to Tamara Ehs ([tamara.ehs@univie.ac.at](mailto:tamara.ehs@univie.ac.at)) and Émilie Robin Hivert ([emilia.robin@free.fr](mailto:emilia.robin@free.fr)) before June 1st (DOC or RTF format, no more than 3000 signs).

---

<sup>1</sup>Vous pouvez consulter son profil sur l'annuaire Richie : [http://www.europe-richie.org/article.php3?id\\_article=43](http://www.europe-richie.org/article.php3?id_article=43). À paraître : EHS, Tamara (dir.) *Hans Kelsen und die Europäische Union*, Baden-Baden, Nomos, 2008 ; l'ouvrage comprend un chapitre introducteur sur la recherche d'une âme européenne.

<sup>2</sup>You can read about her research at our directory : [http://www.europe-richie.org/article.php3?id\\_article=43](http://www.europe-richie.org/article.php3?id_article=43). Forthcoming publication : EHS, Tamara (ed.), *Hans Kelsen und die Europäische Union*, Baden-Baden : Nomos 2008 ; with an introductory chapter on European soul-searching.

## Compte-rendus de colloques

---

### Troisième colloque Richie, Naples, 14–15 décembre 2007

(Houda Ben Hamouda – Université Paris 1–Panthéon Sorbonne)

À l'occasion du cinquantième anniversaire du traité de Rome, l'association RICHIE<sup>3</sup> offre un bilan sur l'évolution de la notion même d'Europe, intitulant leur troisième colloque international «les deux Europe», caractérisant ainsi par ce titre évocateur tous les enjeux et les défis du futur de l'Europe. Ce troisième colloque s'est tenu à l'université Suor Orsola Benincasa de Naples, les 14 et 15 décembre, et a été organisé par trois jeunes chercheurs Michele Affinito, Guia Migani et Christian Wenkel, sous la coordination scientifique des professeurs Piero Craveri<sup>4</sup> et Antonio Varsori<sup>5</sup>.

Par la déclinaison de nombreuses dichotomies présente dans l'histoire de l'intégration européenne au cours du XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècle, 24 intervenants (doctorants et jeunes chercheurs), provenant de différents pays de l'Europe ont rendu compte de leurs travaux de recherche autour de quatre thématiques : dans un premier temps, l'axe de recherche développé fut les continuités et les changements en Europe, suivi par l'opposition entre une Europe idéalisée et une Europe telle qu'elle se vit au réel, puis la troisième session a retenu la dichotomie entre une Europe politique et une Europe économique, et enfin le dernier axe a concerné la dichotomie entre l'Europe puissance et l'Europe instrument de puissance.

Au cours de la première demi-journée, les exposés ont abordé sous plusieurs angles la relation entre l'Europe occidentale et orientale. L'entrée des débats est introduite par l'exposé de **Natalia Burlinova** sur l'histoire riche des relations Europe-Russie. Elle énonça les liens forts qu'unissent ces deux entités, au XIX<sup>e</sup> siècle et au XX<sup>e</sup> siècle, et notamment sur le partage de valeurs communes comme celle de la démocratie, suscitant dans l'auditoire une vive émotion contestatrice.

Après une vision large des relations euro-russes, **Valentine Lomellini** a mis en relief les relations entre les crises de l'Europe de l'Est durant les années 1968 et 1981 et celle d'une situation particulière de la politique interne italienne. En s'appuyant sur des documents d'archives du PCI et PSI, elle a constaté que la crise de la Tchécoslovaquie, en août 1968, a été un tournant pour le parti communiste italien, relevant qu'il s'est distingué du mouvement communiste international, en s'opposant à ses thèses. Finalement, selon V. Lomellini, même si des aspects de continuités sont évidents entre le bloc soviétique et la mouvance communiste italienne, il faut prendre acte des dissidences entre l'Est et la Gauche italienne.

L'intervention de **Karolina Pietras** relative aux réactions françaises et allemandes face à la crise polonaise des années 1980, impose de ne guère exagérer les différences entre la RFA et la France. Elle a observé à l'égard des gouvernements que l'échéance des élections en 1989 pour ces deux pays a pour conséquence des réactions assez proche. Les deux gouvernements restant plutôt discrets en ce qui concerne les rapports publics. sans pour autant empêcher leurs populations de soutenir une position différente, par une prise de conscience identique de l'événement nonobstant une dissemblance d'action dans la réponse a donné à celui-ci, avec l'heureux hasard au final d'une complémentarité de leurs actions. L'opinion publique française manifestant publiquement sa

---

<sup>3</sup>Pour plus d'informations sur l'association et pour obtenir un programme détaillé du colloque, voir notre site <http://www.europe-richie.org/>

<sup>4</sup>Université Suor Orsola Benincasa, Naples.

<sup>5</sup>Université di Padova.

solidarité à l'égard de ses voisins de l'Est, tandis que l'opinion allemande, dans une réaction plus contenue, se mobilise à travers l'apport d'une aide matérielle.

Sous un angle opposé **Maria Coros** a développé, dans son intervention, l'image de l'Occident dans les manuels scolaires roumains d'histoire et de géographie pendant le régime de Ceausescu. Elle constate une «duplicité» du discours : d'un côté, il y a la doctrine marxiste, l'idéologie officielle, qui dénonce le capitalisme et ses méfaits ; de l'autre il y a la réalité – surtout économique – et la faillite de plus en plus prévisible du système communiste obligeant ses dirigeants à rechercher des aides économiques et des modèles culturels dans les pays capitalistes.

Dans la continuité de l'exposé de M. Coros, **Christian Domnitz** a abordé l'image de l'UE en Europe centrale, au moyen de deux illustrations emblématiques, la Pologne et la Tchécoslovaquie. Il a examiné la spécificité de la pensée de l'Europe centrale : celle-ci vacille entre rupture et continuité sur l'idéal européen dans le contexte de l'avant et de l'après 1989. Il indique qu'on passe d'une imagerie de l'«euphorie» à l'«europhobie».

Pendant les débats, Jürgen Elvert<sup>6</sup> poursuit sur l'Europe centrale, en affirmant que c'est une Troisième Europe. Nul doute que ces interventions ont été révélatrices du fossé existant entre ces «deux Europe», une Europe de l'Ouest idéalisée par moment, et écartée de l'autre par méfiance. Cependant, le lien entre ces «deux Europe» s'est maintenu malgré le contexte de la guerre froide et l'absence d'initiative à l'échelle étatique. Il est à relever que l'opinion publique de l'Europe de l'Ouest manifeste à de nombreuses reprises, lors d'événements marquants de l'histoire, sa solidarité avec les mouvements populaires de l'Europe de l'Est pour leur indépendance.

Dans une deuxième session, les intervenants ont développé le thème d'«une Europe de rêve, une Europe de réalité». La construction européenne a été un incitateur de réforme national pour de nombreux dirigeants européens après 1945. **Carol Bergami** a ainsi démontré au cours de son exposé, que «le projet européen a une part importante dans la stabilisation des démocraties nationales en Europe d'après-guerre».

**Morgane le Boulay** a ensuite examiné la dichotomie de la devise «l'unité dans la diversité», en se concentrant sur les historiens français et allemands. Elle soutient que les historiens, après 1989, se saisissent de la question européenne comme d'une nouvelle fonction politique ; c'est ainsi que les historiens vivent une contradiction entre la fonction politique et leur activité scientifique. Ce propos défendu par l'intervenante suscita un débat vif dans l'auditoire. Plusieurs professeurs ont contesté cette analyse, à la fois sur la définition de l'historien et sur la périodisation de cette étude.

L'exposé de **Mauve Carbonell** sur les membres de la Haute autorité de la CECA nous éclaire sur les «décideurs européens». Selon M. Carbonell «le sentiment européen des futurs membres de la Haute autorité, [...] est de nature variable : de la conviction idéologique profonde à l'approbation simple des actes fondateurs» mais quand il s'agit de défendre le projet européen, «ils sont les premiers à le faire».

Plusieurs interventions se sont focalisées sur le cas de l'Espagne. **Maria Elena Cavallaro** affirme qu'après le régime de Franco, la politique étrangère espagnole retrouve une place sur la scène internationale, et par conséquent cela devient une avancée décisive dans le processus d'intégration. L'exposé de **Matthieu Trouvé** nous apprend qu'on est passé dans l'opinion publique espagnole d'un fort sentiment d'enthousiasme à l'égard de l'Europe au début des années 1980 à une banalisation, voire à un sentiment d'indifférence dans les années 2000.

Enfin, dans la dernière intervention du vendredi, **Thomas Derungs** a exposé le projet d'élargissement des États européens du sud dans le contexte de la guerre froide. Selon T. Derungs, le projet d'élargissement des pays méditerranéens trouve sa base dans le concept d'Europe comme «superpuissance civile» qui conduit les futurs adhérents à devenir des démocraties libérales.

---

<sup>6</sup>Universität zu Köln.

Lors des discussions de la seconde session, le propos essentiellement débattu fut la distinction entre une Europe idéalisée et l'idée de l'intégration européenne.

La troisième session s'est attachée à l'Europe politique face à l'Europe économique. Plusieurs exposés ont exploré cette dichotomie en s'appuyant sur l'étude des différentes administrations, notamment plusieurs services du Quai d'Orsay en France ou encore de la chancellerie et du ministère allemand des Affaires étrangères. **Matthieu Osmont** a ainsi développé le thème de la concurrence entre la Direction des Affaires Politiques et la Direction des Affaires Économiques et Financières au Quai d'Orsay. Il observe que malgré leur rivalité, elles coopèrent. De fait, les enjeux du projet d'union économique et monétaire, par les changements politiques qu'ils impliquent, vont balayer une distinction le plus souvent factice entre Europe économique et Europe politique.

**Emmanuel Mourlon-Druol** a examiné les ruptures entre les initiatives monétaires et institutionnelles prises par la France en 1974. Tandis que l'unité européenne et le Conseil européen ont semblé confirmer la dichotomie traditionnelle, en réalité ils étaient plus complémentaires que contradictoires. C'était dans les initiatives que les dichotomies réelles ont existé. **Marloes Beers** a ensuite traité de la division entre petits et grands États, sous l'angle du rôle de petits États dans la négociation politique. Elle conclut en affirmant que le poids politique ou bien économique n'est pas pertinent comme instrument politique.

**Gabriele d'Ottavio** a analysé la dichotomie entre l'intégration économique et politique en Allemagne pendant les négociations du Traité de Rome et du Traité de Maastricht, et a montré que l'Allemagne était la plus active, notamment dans l'association de considérations économiques et politiques. L'intervention suivante également centrée sur l'Allemagne, menée par **Federico Niglia** mais sous une méthode comparatiste, en confrontation avec les positions italiennes, soutenait que la relation entre l'Italie et l'Allemagne a été plutôt caractérisée par l'ambiguïté et la défiance, les Italiens ressentant l'Allemagne comme un danger pour leur intérêt national. C'est ce que confirme l'étude de **Giuseppe Mancini**, sur l'homme politique italien Enrico Mattei, dont les projets de politique énergétique européenne allaient de pair avec la volonté de construire une Europe puissante, au sein de laquelle l'Italie aurait toute sa place.

Au terme de ces présentations, Éric Bussière a discuté des liaisons entre la politique et l'économie de manière exhaustive.

La quatrième session, clôturant sur le thème de «l'Europe comme puissance ou l'Europe comme outil de puissance». En premier lieu, **Jenny Rafik** a présenté un examen méthodique de l'attitude française enclin à la fois à l'europhéisme et à l'atlantisme pendant la Guerre froide, montrant que ces deux éléments ne peuvent être dissociés, sans pourtant être nécessairement contradictoires.

Ensuite, deux exposés traitant de la conduite politique britannique à l'égard de la Communauté européenne dans les années 1960–1970 font ressortir pour la Grande-Bretagne une incapacité à envisager l'Europe comme un instrument de dénouement des conflits et des difficultés internationales. **Mauro Elli** a examiné l'attitude britannique face à la politique énergétique de la CEE à la veille de la crise pétrolière. Par la promotion d'une politique énergétique commune, les Britanniques ont la prétention de pouvoir se réaffirmer en Europe, au moyen du pétrole de la Mer du Nord, cependant sans que cela rencontre le succès escompté. **Lucia Coppolaro** a étudié la relation entre la CEE et les États-Unis autour de l'accession des pays socialistes au GATT (1959–1973). Tandis que la CEE a soutenu leurs demandes pour des raisons politiques, elle a refusé toute concession commerciale, ne cédant nullement à la forte pression américaine. Dans la discussion qui suit, Jean-Marie Palayret<sup>7</sup> constate que malgré une image du GATT très rigide, L. Coppolaro

---

<sup>7</sup>European University Institute, Florence.

illustre tout de même que les règles rigides pourraient être surmontées pour des raisons politiques. À ce titre le premier exemple de cette flexibilité était l'acceptation en 1958 du Traité de Rome.

Enfin, l'exposé d'**Aniko Macher** sur les rencontres culturelles Est-Ouest dans les années 1960 a démontré l'instrumentalisation de «l'héritage culturel commun de l'Europe» par les États sous «l'empire du Rideau de fer», à des fins de maintien et d'extension de leur influence culturelle. Dans la dernière communication, **Sara Banchi** s'est focalisée sur la confrontation intergouvernementale dans le cadre de l'ONU, au cours des années 1970. Elle a constaté l'étendue des confrontations entre états européens, avec les États-Unis et le Sud dans le système international.

Aux termes de cette rencontre, le réseau international des jeunes chercheurs en histoire de l'intégration européenne renouvelle une fois encore la pensée européenne à travers la richesse des travaux de recherche présentés, tant par la variété des thèmes exploités (les sessions ont rassemblé de nombreuses études sur l'«opinion publique») que par la diversité des origines (une vingtaine de nationalités et une quinzaine d'universités étaient représentées). Cela témoigne d'une coopération réussie et d'un élargissement de l'Europe au cœur même du monde de la recherche. Par ailleurs, l'association de nombreux professeurs à ce type de manifestation permet d'intégrer une critique constructive sur les études exposées. Le président de séance, le professeur Antonio Varsori<sup>8</sup>, dans son discours de clôture, a souligné l'importance croissante de la dimension transatlantique et de l'année 1973 ; c'était un des éléments traités auparavant par son collègue Johnny Laursen<sup>9</sup>, durant les débats sous l'angle plus particulier des problèmes méthodologiques rencontrés par les historiens dans la détermination des liens de causalités dans le contexte transatlantique.

Finalement, ce «rendez-vous» sur le thème des «deux Europe», au-delà du succès rencontré, donne l'occasion de se réjouir en constatant «la communauté de destin», qui se noue au sein d'une Europe de la recherche dans la science historique, aux travers des jeunes chercheurs et des historiens, portant en germe la construction d'une vérité historique plus objective.

## «La question de l'europanisme», Poitiers, 14 décembre 2007

(Émilie Robin Hivert – université Paris IV-Sorbonne)

Dans le cadre d'un programme de recherches sur «La construction européenne : histoires et images des origines» mené à l'université de Poitiers, deux journées d'études ont été organisées au cours de l'année 2007. La journée du 14 décembre 2007 s'est plus particulièrement intéressée à «La question de l'europanisme» et a rassemblé des chercheurs d'horizons variés à la Maison des Sciences de l'Homme et de la Société. Cette journée, organisée par le groupe MIMMOC («Mémoire, Identités et Marginalités dans le Monde Occidental Contemporain», équipe d'accueil 3812) était coordonnée par Hélène Yèche.

Une première demi-journée a été consacrée à une généalogie de l'idée européenne depuis l'Antiquité. **Boucouna Seye** (Centre de recherches sur Hegel et l'idéalisme allemand, université de Poitiers) a tout d'abord montré que l'idéalisme hégélien permettait de penser les dynamiques contemporaines, si l'on définissait l'Europe comme une progression vers la liberté. La Grèce antique et son invention d'un modèle démocratique, les Lumières et leur affirmation de la primauté du droit naturel sur le droit divin, l'idéalisme allemand pour qui le progrès historique est guidé par le progrès de la pensée : ces trois moments historiques permettent de comprendre l'idée d'Europe comme la recherche d'une réconciliation des peuples, des valeurs et des expériences.

Les Lumières ont plus particulièrement fait l'objet de la communication de **Laurentiu Vlad** (faculté de sciences politiques, université de Bucarest). En prenant comme source les chroniqueurs

<sup>8</sup>Université de Padoue.

<sup>9</sup>Université d'Aarhus.

et les savants roumains du XVIII<sup>e</sup> siècle, il a mis en valeur le dualisme de l'idée d'Europe dans la culture roumaine. Celle-ci est partagée entre admiration pour la culture et la civilisation occidentales, et rejet d'un modèle qui privilégie le «monde extérieur» (les passions et la politique) au détriment du «monde intérieur». La tradition roumaine est alors assimilée à la défense de la «vraie foi», alors que jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle l'on affirme la solidarité chrétienne globale face à l'empire ottoman.

**Christophe Le Dréau** (université Paris 1-Panthéon Sorbonne) a ensuite prolongé cette réflexion sur l'unité européenne en s'intéressant à la place des nations et de leur mission historique dans l'imaginaire européen du XX<sup>e</sup> siècle. Il a montré que chaque tradition nationale essaie significativement de s'approprier la paternité de l'expression «États-Unis d'Europe» et de proposer sa capitale comme capitale de l'Europe. Deux types de «mission historique» apparaissent : celle d'États qui se considèrent comme des nations-guides (France, Grande-Bretagne, Allemagne); et celle d'États se posant en modèles d'intégration plurinationale (Belgique, Suisse).

L'après-midi a été consacrée à l'après-guerre. **Denis Goeldel** (université Marc Bloch, Strasbourg), s'est intéressé à la figure d'Adenauer, que l'on présente habituellement comme un «père fondateur» de l'Europe. Il a montré que le chancelier allemand était mû avant tout par une recherche de la sécurité, donc de partenariats : partenariat atlantique, partenariat européen, plus tardivement partenariat français. Cela se double d'une grande méfiance à l'égard des intentions occidentales, en particulier lors des négociations Est-Ouest dont la RFA pourrait faire les frais. Adenauer apparaît comme un européen concret, utilitaire, très pragmatique, un «Européen par raison d'État» : jusqu'en 1955, l'Europe est avant tout un moyen pour reconquérir la souveraineté.

**Emilia Robin Hivert** (université Paris IV-Sorbonne) a ensuite abordé la perception soviétique de la construction européenne. L'URSS présente les communautés européennes comme des agences techniques au service de l'OTAN, comme un facteur de division accrue en Europe et comme une alliance capitaliste défavorable aux intérêts des travailleurs. Dans les années 1950, le problème allemand est central dans la dénonciation des projets européens : par l'intégration européenne la RFA devient la puissance dominante du continent. Cette analyse politique et stratégique interprète donc la politique d'Adenauer comme une politique agressive et «revancharde».

Ces années 1950 sont également le moment où les perceptions étrangères de l'Europe commencent à évoluer. **Elvire Diaz** (université de Poitiers) a montré comment Franco a d'abord méprisé le phénomène d'intégration, tandis que les Six excluaient toute association avec une dictature. Dès 1957 cependant, le Caudillo crée une commission interministérielle de réflexion sur l'intégration européenne, allant dans le sens des «technocrates». Il s'agit d'une réflexion pragmatique : entrer dans la CEE serait une reconnaissance du régime et un atout économique. L'europhisme tient une faible place dans l'idéologie franquiste, qui se veut «nationale catholique» et ancrée dans des références espagnoles.

En Grande-Bretagne également, la perception de l'Europe évolue, a montré **Jeremy Price** (université de Poitiers). L'enthousiasme pour l'Europe, dans l'immédiat après-guerre, visait la recherche d'alliances stratégiques. Dans les années 1950, de multiples revers (Suez, perte des colonies, échec de certains programmes militaires, problèmes monétaires) font évoluer la Grande-Bretagne, ce qui amène MacMillan à tenter une «traversée de la Manche». Les caricatures britanniques des années 1960 permettent de suivre les hauts et les bas de l'idée européenne et la mise en place de références graphiques immédiatement déchiffrables.

La variété des disciplines représentées (philosophie, civilisation, histoire, etc.) a contribué à l'intérêt de la journée, en faisant dialoguer des domaines qui s'ignorent souvent. Outre les chercheurs invités, cette journée d'études a attiré de nombreux étudiants. Dans l'ambiance informelle et efficace d'un groupe de travail, des discussions nourries ont mis en valeur les paradoxes et les arrières-pensées des discours européens.

## Pour une histoire de l'euro-scepticisme

---

Avec cet entretien débute une nouvelle rubrique de *Richie Europa Newsletter* consacrée à l'histoire de l'euro-scepticisme. Nous avons déjà publié deux articles de Christophe Le Dréau sur l'histoire de l'euro-scepticisme : «Les Libéraux britanniques et l'Europe : ambivalences et euro-scepticisme, 1997–2006» et «Le Fonds David Owen, une source pour l'histoire de l'euro-scepticisme» (n° 2, juin 2006)<sup>10</sup>. Il anime également depuis octobre 2007 un blog consacré à l'actualité de l'euro-scepticisme : <http://www.christopheledreau.blogspot.com/>

### **Le Comité Francilien pour la Défense du Franc**

(Entretien réalisé par Christophe Le Dréau – Chargé de cours à l'IEP de Paris et à l'Université de Versailles–Saint-Quentin)

Le Comité Francilien de Défense du Franc est une organisation eurosceptique française destinée à s'opposer à l'adoption de l'euro. Dirigée et fondée par Georges Clément, un chef d'entreprise impliqué dans le management, elle est particulièrement active en 2002 et organise des réunions et des distributions de tracts en collaboration avec l'Alliance pour la Souveraineté de la France. L'association est dissoute en février 2002 alors que l'euro est adopté.

Georges Clément travaille depuis 2005 au sein d'un petit parti politique, «La Révolution bleue», qui développe une rhétorique anti-*establishment*, anti-fiscalité, libérale et conservatrice. Il est également actif au sein du Comité Lépante, né en 2003, pour s'opposer à l'entrée de la Turquie en Europe.

Entretien avec Georges Clément, président-fondateur du CFDF, le 18 février 2008, mené au domicile de G. Clément, Neuilly (92). Réalisation : Christophe Le Dréau<sup>11</sup>.

Q : question de Christophe Le Dréau

GC : réponse de Georges Clément

[...]

#### **Q : Quand a commencé votre engagement eurosceptique ?**

GC : Je ne me suis engagé en politique qu'à partir de 1996 mais pas au niveau partisan ou élection mais uniquement dans le milieu associatif. En 1995 ou 1996, j'ai commencé à un sujet qui n'est pas lié, celui de l'immigration qui continue à m'intéresser. C'est par là que j'y suis venu. Il se trouve que pour des raisons personnelles, je suis né en Algérie, j'ai eu des expériences historiques particulières, que les gens de métropoles n'ont pas encore connu, j'ai bien la sensation de ce qui est grave et de ce qui ne l'est pas.

#### **Q : Pourquoi 1996 ?**

GC : C'est une bonne question. C'est probablement parce que cela a commencé à devenir préoccupant entre 91–92 et 96. C'est-à-dire qu'entre cette période-là ce qui n'était pas jugé dangereux, cela ne veut pas dire que ce n'était pas un sujet important, attention ! Car pour moi ça l'a toujours été, je l'ai toujours ressenti, comme les Arméniens ne supportent pas que les Turcs fassent n'importe quoi en France... J'ai toujours senti qu'il était curieux que l'immigration

---

<sup>10</sup>Les anciens numéros sont disponibles sur notre site Web : <http://www.europe-richie.org/REN/>

<sup>11</sup>Le texte qui suit n'est qu'une retranscription partielle d'un entretien avec Georges Clément. La version complète est disponible auprès de Christophe Le Dréau ([1edreauchristophe@yahoo.fr](mailto:1edreauchristophe@yahoo.fr)).

algérienne plus particulièrement et nord-africaine en général soit de plus en plus forte alors qu'en 1962 elle avait mise à la porte deux millions de personnes. Là c'était un sentiment personnel, je sentais bien l'anormalité, quelque chose d'incongru c'est-à-dire anormal, qui ne va pas avec l'histoire.

Mais c'était tout, cela ne posait pas de problèmes graves politiquement. Or ce qui me gênait le plus c'est la politique méditerranéenne datant de De Gaulle, plus précisément 1967 avec la politique arabe.

Mais je dirai quand même que 89-90, je ne ressentais pas encore cette crainte, qui était une crainte de sensibilité. Alors qu'entre 92 et 95 ça l'est devenu. On voit bien les gens avec qui on a eu maille à partir. Les termes qu'ils utilisaient au moment de la victoire en 1962 : «souiller la terre d'Algérie», en parlant des chrétiens, est toujours utilisé dans des tracts, des articles..

Tous ces mots-là, dans les années 90, ont recommencé à apparaître. C'est aussi le moment des premiers attentats islamistes aux États-Unis, le premier World Trade Center a eu lieu en 1993. La sensibilité qui était la mienne a toujours existé : par exemple en 1978 quand les Russes entraient en Afghanistan, je comprenais que stratégiquement cela pouvait devenir dangereux pour l'Occident (je n'ai jamais été communiste). Mais quand j'ai vu que c'était les islamistes qui leur faisaient la guerre, j'ai immédiatement pris la neutralité dans cette affaire.

J'ai eu exactement la même expérience en 91-92 avec la Serbie et la Bosnie. Je rappelle que le problème bosniaque date de 1992 à 1995. Donc cette période de 90 à 95 est une période charnière où le danger du monde islamique, et du Tiers-Monde en général (il y a Bandoung mais je ne vais pas faire un cours d'histoire... mais tout cela est lié).

Le danger est devenu réel : les Talibans, la Bosnie, cela fait beaucoup. Et c'est d'ailleurs à ce moment-là où je me suis rendu compte que notre mémoire de la guerre d'Algérie, qui a été une mémoire historique au sens propre du terme, était redevenu un objet de polémique. C'est très curieux, durant vingt ans cela s'était calmé, on n'avait plus rien et à partir des années 89-90 elle est redevenue un sujet de polémiques. Et on a commencé à avoir des événements qui étaient scandaleux de mon point de vue. Par exemple la décoration des poseurs de bombe et des porteurs de valise qui avaient été condamnés par la justice française, vers 1990-1991. Tout cela est lié, il n'y a pas de hasard.

C'est une période de trois-quatre ans qui m'a fait dire : «Là ça commence à sentir le roussi» et quand on a pris le bateau à 18 ans, on sent bien que les choses sont devenues dangereuses. Et elles sont dangereuses.

Je me suis d'abord plutôt engagé pour parler des événements d'Algérie. Il faut dire que j'ai écrit beaucoup sur l'Algérie. Très vite, le problème est assez lié à l'immigration qui est surtout nord-africaine, ce n'était pas une immigration de Mexicains. Après je pense que le problème du tiers-mondisme est aussi lié à l'Europe. Il est évident que ceux qui sont pour l'Europe aujourd'hui étaient très tiers-mondistes. Les Pays-Bas étaient pro-FLN et je ne parle même pas des pays scandinaves. Donc je ne voyais pas dans l'Europe une protection quelconque contre ce danger-là. Donc les deux choses se sont liées. Je me suis donc intéressé au problème de la souveraineté puisque le problème se posait comme cela.

#### **Q : Votre solution, c'était : une confédération, une association, un retrait de l'Europe...**

GC : Aujourd'hui on n'en est plus au même point, je dois dire plus humblement que je ne sais plus par où la souris doit sortir de son piège. L'Europe est mal en point non seulement en tant qu'institution mais elle est mal en point à l'intérieur. S'il y a une guerre civile, elle sera européenne. D'ailleurs au Danemark ça flambe, en Hollande ça flambe. On peut faire une litanie mais c'est une évidence. Donc la souveraineté française ne m'intéresse plus puisque maintenant le problème c'est qu'il y a une confusion entre le contenant et le contenu. Se battre pour la souveraineté, c'est se battre pour le contenant qui suppose un contenu congru. Aujourd'hui se battre pour la

souveraineté c'est se battre pour un contenant qui a au cœur de lui-même trois ou quatre nations. Donc la souveraineté n'a pas été une défense pour les Européens d'Algérie comme elle ne sera pas une protection pour les Français d'aujourd'hui. Ce serait même pire, cela ressemblerait à un sac dans lequel on mettrait un homme et un chat et qu'on jette à l'eau ; cela ressemblerait à cela. Des gens qui ne sont pas du tout faits pour vivre ensemble. On aurait des catastrophes encore pires. Je ne vois pas de sortie à ce niveau-là. Je ne me sens plus dans la mouvance souverainiste.

**Q : En 2001, vous étiez plutôt pour un retrait de la France de l'UE ?**

GC : Oui totalement, il n'y avait pas d'autre solution. Pour être très franc, les zones grises, cela peut durer un temps mais pas éternellement. C'est de plus toute ma philosophie. L'unification, c'est la marche vers l'entropie, c'est la mort, l'absence de mouvement. Pour qu'il y ait mouvement, pour qu'il y ait aventure, il faut l'indépendance des éléments. Donc c'est profondément une désespérance de l'unité. Je ne suis pas universaliste, pas du tout.

Je considère aussi que la plus grande sécurité, c'est la plus grande indépendance des éléments. Par exemple, plus une entreprise est petite, plus elle est libre du marché. Plus elle est grosse, plus elle est liée au marché. Et donc plus elle peut casser. On a le même phénomène dans les nations. Mais par contre il faut qu'une entreprise, comme une nation soit cohérente. Elle ne peut pas être trop hétérogène ou pas trop. Comme disait de Gaulle, on peut avoir des Français verts ou noirs mais à condition qu'ils ne soient pas trop nombreux. Ça c'est ma vision et je pense que le monde va à la perdition parce qu'il perd le sens de l'aventure.

Je pensais à l'époque qu'il fallait dénoncer les traités, ça ne s'est pas fait... Ca ne s'est pas fait. Aujourd'hui c'est trop tard. On peut les dénoncer, je ne fais plus les mêmes interventions qu'auparavant sur la mascarade de la Constitution. Mais à la limite, Constitution ou pas Constitution, la France n'est plus et elle le sera de moins en moins, dans les 10 ou 15 ans qui viennent, la France. On est dans une situation telle que cela n'a pas un sens considérable.

Quant à l'Europe, je suis très inquiet pour elle. L'indépendance du Kosovo hier est pour moi une évidence, elle va exploser. Elle va exploser par miettes, par effritement. Elle n'a plus le sens de ceux qui veulent une nation puissante de neuf ou dix pays, on est à des années lumières de cela.

**Q : Vous avez voté «non» en 1992, je suppose que vous avez voté «non» en 2005. Vous rappelez vous de votre vote en 1973 lors du référendum sur l'adhésion de la Grande-Bretagne ?**

GC : Oui, j'ai voté «non» en 2005. J'ai même organisé une réunion le 25 mai 2005 et j'ai fondé le Comité Lépante qui s'oppose à l'entrée de la Turquie en Europe. Et effectivement, la constitution européenne avec ses problèmes d'élargissement.

Par contre, ah non, en 1973, je reconnais que je ne me souviens plus. Mais je vais dire, j'ai dû voter «non» parce que de toute façon à cette époque-là j'ai voté «non» à tous les référendums de De Gaulle. Donc pour être tout à fait honnête, j'étais jeune, j'avais 21 ans, je n'ai pas le souvenir, mais j'ai sûrement pas voté «oui».

**Q : Mais ce n'était pas tellement sur la question de l'Europe....**

GC : Oui là il faut être prudent. J'étais dans une période où je n'étais pas très gaulliste.

**Q : En 1973, il était pourtant mort...**

GC : C'est vrai qu'en 1973 il était mort. Non honnêtement c'était encore un gaulliste au pouvoir. C'était une question d'honnêteté vis-à-vis des morts. C'est un respect.

**Q : Certains s'appellent souverainistes, d'autres préfèrent eurosceptiques, anti-européens...**

GC : Appelez-moi Georges Clément...

**Q : Donc vous....**

GC : Si je suis quelque chose, je suis Européen d'Algérie. J'ai toujours été Français, et honnêtement notre pays n'a rien à voir avec celui des années 50. J'ai été souverainiste, objectivement, puisque j'ai appartenu au Conseil National Souverainiste (CNS). J'assumais. Mais il s'est passé en 2002 quelque chose qui m'a posé problème. J'ai de grands désaccords avec Le Pen. Pour vous dire que ce que je vais vous dire est neutre. Mais il y avait au second tour Jacques Chirac qui manifestement était un parangon de l'Europe et en tout cas de l'euro. Et en face il y avait Le Pen qui était réellement souverainiste au sens que donnait le Conseil National Souverainiste.

Et j'ai aperçu dans le Conseil soi-disant souverainiste quelqu'un qui s'appelle Paul-Marie Couteaux qui publie un article qui dit, parlant de Chirac : «Donnons lui encore une chance». Un article qui est paru dans *Le Figaro*. À la dernière réunion du Conseil National Souverainiste, j'ai dit qu'à partir de là, il n'y a plus rien à faire, si l'on vote pour l'européiste au sein du Conseil National Souverainiste alors c'est qu'il n'y a plus rien à comprendre de nos positions : et cela a été vraiment la fin. Et j'ai arrêté de participer à ce Conseil qui a disparu mais qui existait encore en mai 2002. Il y avait une incohérence politique que l'on a vu encore aujourd'hui puisque les Français ont voté pour les partisans du «oui» au premier tour de 2007 alors qu'ils avaient des partisans du «non» identifiés : ils pouvaient voter De Villiers, ils pouvaient voter Besancenot. Ils ont tous voté pour les partisans du «oui». L'incohérence est absolue dans ce pays. Ca c'est grave.

Donc je ne suis plus souverainiste et de toute façon, je ne suis pas «iste», je suis Français, je l'ai été et je reste en tout cas de culture française. Mon combat maintenant c'est la culture française. Et si je suis quelque chose c'est Français d'Algérie.

[...]

**Q : Pour en revenir vraiment à la naissance du Comité Francilien pour la Défense du Franc...**

GC : Oui, le Comité Francilien pour la Défense du Franc est né parce que je voulais un Comité National contre l'euro.

**Q : Il est vraiment né de votre seule volonté et initiative ?**

GC : On était encore au Conseil National Souverainiste. Donc j'ai voulu, j'ai proposé au Conseil National Souverainiste de faire un comité national de défense du Franc pour vraiment être opérationnel : des conférences, des réunions publiques, des articles pour agir, pas simplement pour dire qu'on était pas d'accord et là on est entré dans le problème du Conseil National Souverainiste. Vous parlez de Francis Choisel tout à l'heure : oui mais bon, faut voir... Moi, comme je suis dans l'entreprise, je ne fais pas de la politique, si j'ai une idée alors je crée les outils pour la réaliser sinon dans dix ans, on y est encore. Donc je me suis dit : puisqu'au niveau national, je ne peux pas le faire, au niveau régional, là je fais ce que je veux. Et j'ai créé le Comité Francilien pour la Défense du Franc. Il y avait une raison c'est qu'à Paris j'avais les portes ouvertes à Radio Courtoisie à cette époque-là. Et je les ai toujours même si aujourd'hui il y a moins de débats.

[...]

**Q : Vous avez fait beaucoup de manifestations ?**

GC : Oui, il y a eu beaucoup de manifestations.

**Q : Vous collaborez toujours avec l'Alliance pour la Souveraineté de la France ?**

GC : Eh bien oui, il n'y avait pas de raisons mais moi cela me permettait de parler de l'euro. Ce que l'on pouvait faire à la limite, c'était faire prendre conscience aux Français que cela pouvait être dangereux pour eux. Et aujourd'hui ils le payent avec l'inflation. Et là ils pouvaient se réveiller et dire «non». Je rappelle que Jacques Chirac avait dit : «je ferai un référendum». Mais comme

personne ne le lui a demandé, ce n'était pas la peine de le faire. C'était ça le but, leur faire prendre conscience qu'on jouait avec leur portefeuille. Et donc il fallait agir avec les moyens qu'on avait, leur parler, la radio, de l'affichage, des réunions publiques dans lesquelles venait Choisel.

**Q : Vous fondez le Comité Francilien pour la défense du Franc en 2001...**

GC : Au moment du passage à la monnaie scripturale, en mars ou en février 2001.

**Q : Vous êtes combien alors ?**

GC : Dans le Comité, c'est-à-dire quand on organise des réunions, on était une vingtaine. Et [Bernard] Chalumeau, il venait. Il y avait Xavier Grange (lui il continue à défendre le franc. De ce point de vue là c'est admirable de fidélité même si cela n'a pas de sens maintenant). Il y avait Michel de Ponsac (un catholique) ; Françoise Xémalle (la porte-parole du Forum pour la France) ; il y avait tous ceux qui continuent à se réunir à Paris sur un certain nombre de sujet : le général Gallois, Henri Fouquereau. Et ce n'était pas une association, c'était un groupe qui avait pris un nom pour parler à la radio.

**Q : C'était vraiment un groupe informel ?**

GC : Oui, on n'a pas créé d'association. Les associations, ça finit par vivre pour les cotisations : et là on défendait la France et si l'euro passait... J'ai immédiatement fait un communiqué pour l'arrêter au passage à l'euro. Je n'ai pas cautionné les propositions de brûler des trucs, on ne peut pas être plus royaliste que le roi, les Français s'en foutent... Bon.

**Q : Au sein du Comité Francilien pour la défense du Franc, cela fonctionnait comment ?**

GC : On n'était pas nombreux, une dizaine, une quinzaine, on faisait des affiches, des «coups» c'est-à-dire des manifs. Par exemple se déguiser en Père Noël bleus et distribuer des euros devant les galeries Lafayette, l'affichage, bien sûr des réunions publiques. À Levallois, Paris, Versailles ; c'était plutôt un travail d'équipe opérationnelle. Et des gens qui avaient des moyens de s'exprimer : des sites internet déjà ; Michel Prieur qui me vient à l'esprit (il travaillait dans un bureau de change à Paris, le CGM). Tous avaient conscience que la perte du franc était la perte d'un moyen d'indépendance.

[...]

**Q : Lors de vos manifestations, il y avait combien de personnes ?**

GC : 2 ou 300 personnes, ce qui est beaucoup. Les salles n'étaient pas vides. Mais c'était politique c'est-à-dire les assistances n'étaient pas le Français moyen. C'est là qu'on s'est rendu compte qu'il y avait du monde parce que c'était un sujet important mais ce n'était pas ce qu'on voulait, des gens de la rue. La dépolitisation du peuple français, on l'a vu là.

[...]

**Q : Considérez vous que le Comité Francilien pour la défense du Franc était apolitique ?**

GC : Oui, ceci dit ces notions-là sont toujours ambiguës...

**Q : C'était plutôt de droite ou plutôt de gauche ?**

GC : Là l'aspect politicien n'a aucun intérêt mais on constate qu'il y a une sélection qui se fait naturellement. On a maintenant des idéologies c'est-à-dire qu'on a la capacité d'aller contre soi. Et on constate que dans ce combat-là, l'appartenance est devenue un gros mot. Le Comité de Léopante, c'est un combat d'appartenance, c'est évident. Donc à partir du moment où l'appartenance devient une tare, c'est évident qu'on ne voit pas beaucoup de gens de gauche qui viennent.

# Charte RICHIE

## 1. Missions de RICHIE

Développer les contacts entre les jeunes chercheurs en histoire de l'intégration européenne (*cf.* point 3) à l'échelle internationale en facilitant la circulation de l'information et en organisant des événements scientifiques qui favorisent la promotion de jeunes chercheurs.

Approfondir les échanges intellectuels entre les diverses approches historiques ou nationales existantes.

## 2. Organisation de RICHIE

RICHIE (Réseau International de jeunes chercheurs en Histoire de l'Intégration Européenne) est une association de droit français loi 1901 fondée en 2004. Elle est gérée par un groupe de chercheurs de différents pays qui désignent un président au cours de l'Assemblée générale annuelle. RICHIE est une association indépendante de toutes les universités et de tous les centres de recherches. Dans le cadre de ses événements scientifiques, elle établit des liens ponctuels avec des Professeurs et des universités en fonction de leur orientation thématique.

## 3. Domaine d'étude

Le domaine d'activité de l'association est l'histoire de l'intégration européenne au sens large, c'est-à-dire l'histoire de toutes les formes d'échanges et de coopération qui se sont développées sur le continent européen principalement au XX<sup>e</sup> siècle.

Elle s'intéresse aux spécificités des processus de coopération en Europe sans se limiter à l'histoire diplomatique intergouvernementale. Elle prend également en considération les interactions avec les espaces et acteurs extra-européens.

L'association ne soutient aucun choix politique ou idéologique.

## 4. Activités de RICHIE

L'association organise plusieurs types d'activités. Son principal événement est un colloque RICHIE régulier qui répond à des modalités spécifiques détaillées au point 5. Elle organise également des journées d'études et des conférences seule ou en coopération. Elle entretient une liste de diffusion et publie une lettre d'information.

## 5. Colloque RICHIE

Les colloques RICHIE sont organisés principalement par des jeunes chercheurs.

Les papiers sont présentés par des jeunes chercheurs et sont sélectionnés par un comité scientifique *ad hoc*. Le comité scientifique *ad hoc* est déterminé par le Comité d'organisation du colloque.

Le thème du colloque doit être large afin d'attirer des participants provenant de nombreux pays et de champs de recherche variés.

Le président de RICHIE assiste au colloque et y représente l'association.

Les actes du colloque sont publiés.